

BLO!

Les vertus
**DE LA VIGNE
ROUGE**

2 tasses de café
**PAR JOUR C'EST
BON POUR LE CŒUR**

**LA CHARGE
GLYCÉMIQUE**
Mieux que l'indice ?

TEMPO!

BELGE
& indépendant

Pesticides
**LA BELGIQUE,
CHAMPIONNE
TOUTES
CATÉGORIES !**

**L'AGRICULTURE BIO
EST-ELLE IMMOBILISÉE?
(les mesures prises sont faiblardes)**

JUIN 22 • N°51 - 4,95€

5 425014 87943



00510

« *Il nous faut de toute urgence sauver la Terre. Notre nouvel horizon de sens est désormais notre survie collective* », Marc Luyckx • Rencontre avec Mathieu Labonne: « *L'écologie et la spiritualité sont deux démarches exigeantes qui se nourrissent l'une l'autre* » • *Lutter contre la surpêche industrielle* • *Ici et ailleurs, les éleveurs boivent la tasse (de lait)* • *Des adaptogènes pour être plus résistants* • *Gérer de façon responsable les plantes aromatiques* • *Le sirop de betterave belge, bio et non raffiné d'Organic Sowers* • Avec BeeOdiversity, l'abeille devient sentinelle de la biodiversité « *On ne peut pas changer le monde en un jour, mais chaque petit pas peut être utile* », Bach Kim Nguyen.

AGISSONS ENSEMBLE ET CHANGEONS LE MONDE AUJOURD'HUI !

L'AGRICULTURE BIO IMMOBILISÉE ?

Des mesures faiblardes votées à Strasbourg

Propos recueillis par Pierre-Yves Defosse

C'était à Strasbourg, du 2 au 4 mai dernier. Les votes des parlementaires européens au sujet du nouveau plan d'action pour l'agriculture biologique ont été sans ambition et décevants. L'objectif d'atteindre 25 % d'agriculture bio à l'horizon de 2030 a été rejeté. Rencontre avec le député européen Claude Gruffat, membre du groupe des Verts-ALE, négociateur et corapporteur.

BIOTEMPO Vous êtes né dans une ferme en Haute-Savoie, vous avez été conseiller agricole et vous avez cheminé jusqu'à la présidence de BIOCOOP, réseau coopérateur pionnier de la bio. Êtes-vous satisfait de ce qui s'est passé aujourd'hui (3 mai) au Parlement européen de Strasbourg ?

Claude Gruffat Non, je ne le suis pas. Pourtant, les intentions de départ étaient bonnes, c'est la Commission européenne qui a commandé ce rapport d'initiative dénommé plan d'action pour l'agriculture biologique. Une majorité de parlementaires a rejeté les cinq amendements que nous demandions avec les Socialistes & Démocrates (S&D). Ce texte intervient dans un calendrier serré, car la nouvelle réglementation bio, négociée entre 2016 et 2018, entre en vigueur cette année. Le contexte est celui de l'European Green Deal, le Pacte vert pour l'Europe, l'instrument par lequel l'Europe politique veut rendre notre continent « climatiquement neutre » en 2050.



BT Pourquoi aviez-vous fixé 25 % de surface agricole utile (SAU) en agriculture biologique ? Est-ce suffisant ?

CG C'était un bon objectif. Nous l'avons soutenu car il peut faire consensus. Voyez le cas de l'Autriche. Le rapport était d'ailleurs porté par la députée autrichienne, Mme Simone Schmiedtbauer, qui est elle-même agricultrice conventionnelle. L'Autriche est de loin le plus avancé en Europe, puisque sa SAU consacrée au bio est de 26 %. Il démontre qu'il est possible, aujourd'hui, de faire prospérer l'agriculture biologique sans porter atteinte à celle de l'agriculture conventionnelle. Étonnamment, au bout de la chaîne, vous avez l'Irlande avec 2 %, c'est vraiment très peu.

Politiquement, du côté des Verts, notre ambition va plus loin. Nous voulons un tiers des surfaces agricoles en bio en 2030, 50 % en 2050 et 100 % en 2060. La conversion totale que nous défendons est réaliste. Les savoirs et les techniques existent pour y arriver. C'est la volonté qui fait défaut. Le constat est très clair. L'usage de produits toxiques pour produire de la nourriture n'est pas durable. Ça marche, même longtemps, mais à un moment donné, on se trouve face à un mur. Il y a une impasse à terme de ces modèles conventionnels.

BT L'objectif de 25 % formulé dans la stratégie est, de fait, rejeté dans le plan d'action ?

CG Oui, c'est bien ça. Le plan d'action en lui-même porte trois axes : un, stimuler la consommation de produits bio ; deux, accélérer la conversion des fermes en bio ; trois, inscrire l'agriculture bio dans la durabilité. Ce dernier point est essentiel, puisqu'il s'agit de reconnaître à l'agriculteur bio son rôle à la fois nourricier et protecteur de l'environnement, de la biodiversité, des sols, de l'eau, etc. Il s'agit des très importants services environnementaux.

BT Même en temps de guerre, cet objectif reste-t-il pertinent ?

CG Oui, certainement, et il en devient encore plus nécessaire !

BT Plus nécessaire ? Pourquoi ?

CG Nous devons assurer notre souveraineté et notre autonomie alimentaire. Voyez ce qui se passe avec la guerre en Ukraine.



Claude Gruffat

Notre alimentation est aujourd'hui quasiment exclusivement dépendante du pétrole. Les intrants, c'est-à-dire les engrais et les pesticides, massivement utilisés par l'agriculture conventionnelle, proviennent exclusivement du pétrole dont le prix flambe. Si le coût du pétrole croît comme nous l'observons aujourd'hui, les industriels qui produisent les intrants répercuteront ces hausses dans leurs prix. Il s'agit d'une spirale inflationniste. Elle est aujourd'hui à l'œuvre.

Il augmente ses propres prix, mais à partir d'un certain seuil, le consommateur n'est plus en mesure de payer. Face à une clientèle mise en situation d'insolvabilité (c'est ça l'inflation), le producteur – dans bien des cas lui-même surendetté – n'a plus d'autre choix que de renoncer à son activité. Je ne suis pas friand des superlatifs, mais ici, la situation est gravissime, notamment pour de nombreux éleveurs. Elle aura indubitablement et rapidement un impact qui se verra dans nos assiettes.

« Les intrants, c'est-à-dire les engrais et les pesticides, massivement utilisés par l'agriculture conventionnelle, proviennent exclusivement du pétrole dont le prix flambe. »

BT Pouvez-vous nous donner un exemple concret ?

CG Prenez le prix de la tonne de blé que l'on fait pousser conventionnellement à grand renfort d'intrants. En quelques brèves semaines, il est passé de 120 € à 360 €. Un facteur trois d'augmentation, c'est énorme ! Que fait alors l'éleveur, consommateur de ce genre de denrées pour nourrir les animaux de son élevage (poulets, porcs...) ?

BT Votre raisonnement est-il suivi par les industriels de l'agroalimentaire ?

CG Absolument pas, et bien au contraire ! Les grands noms de l'industrie embrayent en usant de la guerre en Ukraine pour dire : pour nourrir la population avec moins de terres et moins de denrées, il faudra produire plus avec les terres qu'il nous restera. Ce n'est donc pas le moment

Enjeux de société

de convertir des terres à l'agriculture biologique. Cela semble tomber sous le sens, or l'argument est faux. Il porte implicitement en lui l'usage massif des intrants. L'agriculture conventionnelle est très performante lorsqu'il s'agit de produire de très grosses quantités. Il faut le reconnaître. Mais ces quantités seront produites avec des intrants dont les prix vont flamber. Ces productions seront à terme impayables pour le consommateur, n'en doutons pas un seul instant. C'est ce qui fait dire à M. Frans Timmermans, vice-président de la Commission, que nous n'avons pas besoin de « produire plus mais mieux ». Il a raison.

BT Pourtant, c'est cher de manger bio ?

CG Sur le plan du prix facial, le prix du bio est plus élevé. Prenons le cas très concret d'une salade. Produite en bio, elle sera vendue 1 €. Produite conventionnellement, elle sera vendue 0,60 €. L'écart est important. Mais le prix affiché est loin de tout dire sur la réalité de la production. La salade produite en bio est propre. Elle n'engendre aucune externalité négative, et son prix est net. Ce n'est pas le cas du prix de la salade conventionnelle qui ne tient compte d'aucune des externalités négatives engendrées par son mode de production. La pollution des sols, des nappes phréatiques, de l'air, l'effondrement de la biodiversité... Qui va payer ? Certaines études montrent clairement que le prix de la salade conventionnelle, externalités comprises, devrait être de 17 €.

BT Oui, vu comme ça...

CG Oui, et c'est la réalité. La concurrence, pourtant chère aux institutions européennes, est totalement déloyale en ce qui concerne la production de notre alimentation. La dernière politique agricole commune, la fameuse PAC, a manqué l'opportunité de corriger structurellement les déséquilibres. Nous vivons dans un système « non pollueur payeur ». En effet, l'agriculteur bio est contraint de protéger sa production de la pollution engendrée par d'autres. Le coût de cet investissement lui incombe, ce qui est un comble. En outre, le producteur bio devra payer toutes sortes de certifications qui visent à mettre le consommateur en confiance. L'agriculteur conventionnel n'a pas ces charges-là. En France, l'agriculture conventionnelle reçoit une subvention européenne de 14,5 milliards €... Et dans la foulée, les aides au maintien qui étaient également appelées la « rémunération de reconnaissance pour services environnementaux » seront supprimées dès 2023. Les déséquilibres structurels sont tels qu'il devient impossible de corriger l'écart entre les prix du bio et du conventionnel. Et pendant ce temps, les industriels disent aux députés : utilisez plus d'intrants pour produire plus sur moins de terre, en ignorant les coûts exorbitants du modèle, sur le plan environnemental notamment.

BT Quel modèle préconisez-vous ?

CG Il faut être en même temps pragmatique et ambitieux. Opposer les modèles d'agriculture est contre-productif. Nous avons réalistement besoin des deux. Nous avons surtout besoin de diversité, et comme nous sommes des humains, il faut que celle-ci puisse s'organiser sur les plans politique et économique. Notre modèle s'appuie sur la polyculture-élevage, pas de monoculture, le plus de transformations possible sur le lieu même de la ferme,

bio et à visées locales, les circuits courts, etc. Toute action qui permettra de garder un maximum de valeur ajoutée sur la ferme. Un véritable savoir a été constitué sur ces sujets depuis les années 1970. Il est urgent de les mettre en œuvre à large échelle.

BT Mais la demande est insuffisante, non ?

CG Pas du tout, au contraire. Je l'ai vécu chez BIOCOOP. Nous ouvrons un magasin qui tout d'un coup se remplissait de clients qui la veille ne consommaient pas bio. La demande n'est pas le problème. C'est l'offre, le problème. Sans offre, il n'y a pas de demande. Les industriels le savent bien.

« Quel parlementaire voudrait donner à ses enfants ou à ses petits-enfants une nourriture produite avec des produits toxiques ? »

BT Que peuvent faire les pouvoirs publics ?

CG Ils disposent là d'un levier très important pour stimuler la dynamique du marché. Les appels d'offres publics (cantines scolaires, hôpitaux, maisons de retraite, etc.) doivent absolument surpondérer le critère « bio » et le critère « local » dans leurs cahiers des charges. Aujourd'hui, avec de tels critères pour un marché public, ce sont des producteurs conventionnels qui répondent. Cela montre que l'offre manque. J'avais déposé un amendement pour amener plus de bio dans les cantines scolaires, mais il a été rejeté.

C'est incroyable. On parle quand même de la qualité de la nourriture que nous donnons à nos enfants. Honnêtement, quel parlementaire voudrait donner à ses enfants ou à ses petits-enfants une nourriture produite avec des produits toxiques ? C'est autour d'une question a priori aussi simple que celle-là que l'on voit comme l'action des lobbies réussit à déshumaniser le processus de la décision politique. Quel parent ou grand-parent pourrait dire : « Moi, je ne veux pas de bio à la cantine » ? Ça n'a pas de sens.

BT Tous les amendements ont-ils été rejetés ?

CG Oui. C'est un rapport terne qui a été adopté par 611 députés. Tous les amendements ont été rejetés principalement par l'extrême-droite, la droite et Renew (En Marche, Renaissance, MR, VLD, etc.). La mentalité de ces députés est coincée. Elle se niche dans cette idée fausse qui consiste à croire que dire du bien de l'agriculture bio consiste nécessairement à dire du mal de l'agriculture conventionnelle. Au minimum, l'Autriche montre que cette assertion n'est pas exacte.

Le plan d'action de l'Europe pour l'agriculture biologique ⁽¹⁾ est devenu un texte faible, qui n'engage à pas grand chose. Les cinq amendements, sympathiquement contraignants - vraiment rien de fou - ont tous été rejetés. Pourquoi ? La peur de porter atteinte à l'image et de ne pas arriver à nourrir la population européenne en temps de guerre.

Par Pierre-Yves Defosse

Des arguments qui constituent de purs sophismes. L'industrie se soucie d'abord et avant tout de la croissance de ses résultats financiers, sous le mince vernis du bien - la sécurité alimentaire de la population européenne. La majorité des députés a choisi de ne pas déranger les business plans - texte édulcoré adopté, amendements rejetés ! Voilà le travail, le bio en acte ce sera pour plus tard.

L'appareil intellectuel actuel ne permet plus à la majorité de nos députés de penser ce qui arrive. Et cela se voit, notamment dans le cas de ce plan d'action pour l'agriculture biologique, une occasion manquée. Lui

Please, LOOK UP !

couper bras et jambes pour de fallacieuses raisons, revient à priver les citoyens de la conquête de leur souveraineté et de leur autonomie alimentaire. C'est de plus priver l'environnement des soins dont il a un très urgent besoin. Ceci dit, l'environnement ne disparaîtra pas, rassurez-vous. Mais, nous, sincèrement, je ne sais pas.

Moins de un pourcent de l'humanité gère la planète ; des personnes intelligentes, hautement formées, très bien organisées, à la têtes d'immenses fortunes, et présidant au design techno-scientifique de nos existences. Dans leur sillage, trois, quatre ou cinq pourcents d'opportunistes. Et nous leur reprochons d'agir conformément à leurs croyances, sans se soucier de nous ? Allons, ne sommes-nous pas aussi passés devant ce SDF, à penser ce que nous pensions, sans bourse délier ?

Rien n'est acquis à l'homme, ni la démocratie, ni la raison. C'est toujours une conquête, à chaque génération. Au train où ça va, il fera à nouveau froid et faim cet hiver en Europe. J'en suis convaincu. La faiblesse du

plan d'action bio risque de confirmer cette prédiction.

Et comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, j'en profite pour vous annoncer la mort de l'emploi, grâce à l'automatisation généralisée. La question des fins de mois, c'est du passé ! Ce temps qui se libère, qu'en ferons-nous ? Facile. Commençons par nous manifester personnellement, par exemple en téléphonant à notre échevin, à notre bourgmestre, à notre député provincial, à notre président du parlement communautaire, à notre député régional, à notre président du parlement régional, à notre président du sénat, à notre ministre communautaire, régional, fédéral, etc. - liste non exhaustive. Il est urgentissime que nous nous impliquions dans notre vie de citoyen. Cela passe nécessairement par un dialogue direct et régulier avec nos hommes et femmes politiques.

Et que ferons-nous ensuite ? Nous en parlerons tous ensemble, après avoir mis nos pantoufles et le Metavers au placard. Je vous le dis, retournons en masse dans nos églises, nos assemblées de parti, nos bistrotts, nos champs, nos classes d'école, nos bains turcs, et les bras de nos amants ! Quarante pourcent de l'humanité qui se parle et agit, cela devrait compter, non ?

(1) https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2022-0126_FR.htm

C'est bio, la politique !

Lors des débats sur l'agriculture bio à Strasbourg, l'euro-député Marc Tarabella s'est offusqué de la façon dont le vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, a été « corrigé » par Christiane Lambert, elle-même à la tête de la FNSEA, un très puissant lobby de l'agriculture conventionnelle. Monsieur Timmermans a, en effet, osé dire qu'il « ne fallait pas produire plus, mais mieux ». Madame Lambert a même demandé à la présidente de la Commission, Madame Ursula von der Leyen de punir l'impudent ! Elle est féroce, Madame Lambert. « Le secteur privé ne devrait pas agir de la sorte » estime, à juste titre, Marc Tarabella qui précise et souligne le besoin urgent de la diversité que génère l'agriculture biologique.

Il a voté en faveur du rapport mais de justesse et regrette le rejet des amendements. Marc Tarabella souligne aussi l'importance des pouvoirs publics dans la diffusion du bio. Il a d'ailleurs largement contribué à la mise en place d'un groupement de communes qui soutient la diffusion du bio dans les cantines scolaires.

Ancien ministre de l'agriculture, Benoît Lutgen connaît bien les problématiques agricoles. Il n'a pas voté le texte européen. Il se dit toutefois favorable à l'agriculture biologique mais pense qu'il est irresponsable d'accroître le pourcentage des terres affectées au bio sans un accompagnement par de solides mesures politiques et économiques. Il dénonce l'hypocrisie du système, tout en soulignant l'urgence de travailler à notre souveraineté et à notre autonomie alimentaire. Benoît Lutgen alerte sur la faiblesse des stocks européens de nourriture. Il confirme que la cherté des intrants va poser problème.

Notre recommandation ?

Après cet échec du plan d'action pour l'agriculture biologique, l'attention citoyenne doit se porter maintenant sur les plans stratégiques nationaux (PSN) qui gèrent un quart des budgets de la politique agricole commune (PAC). Sur le terrain, de nombreux agriculteurs sont prêts à se convertir au bio. Il est urgent de stimuler l'offre. En France, le député européen Claude Gruffat nous a confirmé que rien que pour répondre à la demande, il faut installer plus de 60000 paysans bio de proximité en cinq ans.